

COMOROS



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+ Revu de la performance nationale

COMMENT INTERPRETER LE PROFIL DU PAYS

Toutes les données présentées dans ce tableau de bord ont été fournies par le Ministère de la Santé (MS), les partenaires au développement (de 23 PD appuyant le secteur, 5 PD ont participé), les organisations de la société civile (13 OSC ont participé) et des représentants du secteur privé (19 SP ont participé) appuyant le secteur de la santé. En principe, toutes les données soumises par les PD, OSC et SP ont été validées par le MS.

Les 8 pratiques de coopération efficace au développement (CED) sont présentées sous 4 engagements. Les 3 premiers engagements présentent la performance du gouvernement et des PD envers 6 pratiques CED. Le dernier engagement inclut également l'opinion des OSC et du SP concernant les pratiques relatives à leur engagement.

Lorsque c'est possible, les évolutions de la performance sont présentées sur la base des données recueillies lors des quatre cycles de suivi précédents (en 2007, 2011, 2013 et 2015). Pour plus de précision, des commentaires sur la pratique CED sont fournis dans des encadrés, quand pertinent.

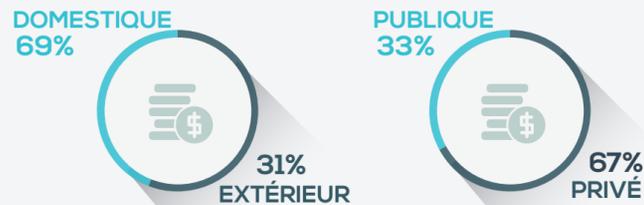
Voir www.internationalhealthpartnership.net/comoros pour plus de détails et des données désagrégées sur les informations fournies.



DEPENSES NATIONALES DE SANTE

Dépenses totales de santé par habitant **\$56.76**

Sources des dépenses nationales de santé



Source: OMS / Comptes Nationaux de la Santé 2014

ENGAGEMENT

DE METTRE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES SANTE ROBUSTES, DE PROCEDER A DES REVUES CONJOINTES ET DE RENFORCER LA REDEVABILITE



LES PARTENAIRES SOUTIENNENT UNE STRATEGIE NATIONALE DE SANTE UNIQUE

Alignement de l'appui à la Stratégie du Secteur de la Santé



Est-ce que le plan national du secteur de la santé a été revu conjointement ?



LA REDEVABILITE MUTUELLE EST RENFORCEE

Un plan national de Suivi et d'Evaluation existe pour la Stratégie du Secteur de la Santé ?

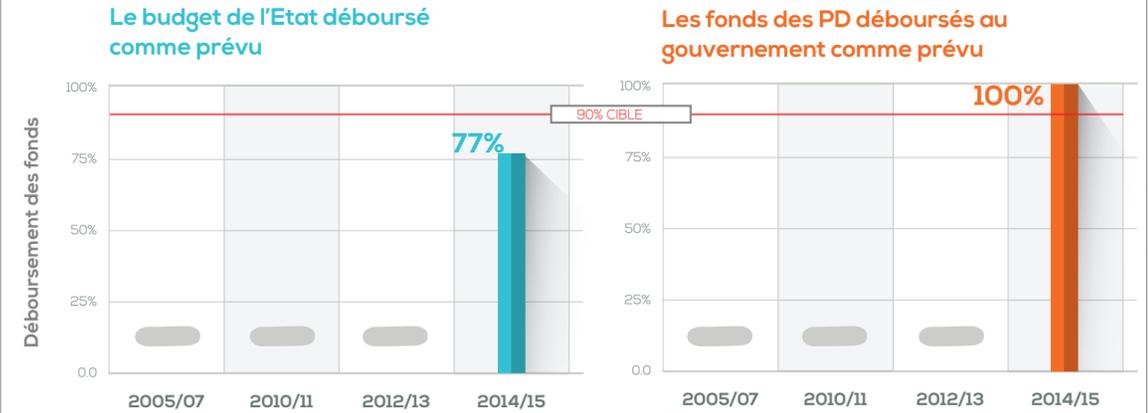


ENGAGEMENT

D'AMELIORER LE FINANCEMENT, LA PREVISIBILITE ET LA GESTION FINANCIERE DU SECTEUR DE LA SANTE

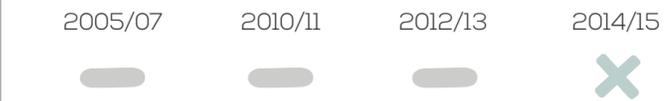


LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PREVISIBLE



Prévisibilité des fonds futurs

Budget triennal roulant ou Cadre de Dépenses à Moyen Terme en place :



Le FM, UNICEF et FNUAP communiquent leur subvention au MS pour 3 ans (au moins). L'OMS pour 2 ans. L'AFD présente un budget programme annuel mais le financement de tout le programme est communiqué au MS dès signature (3 à 5 ans).

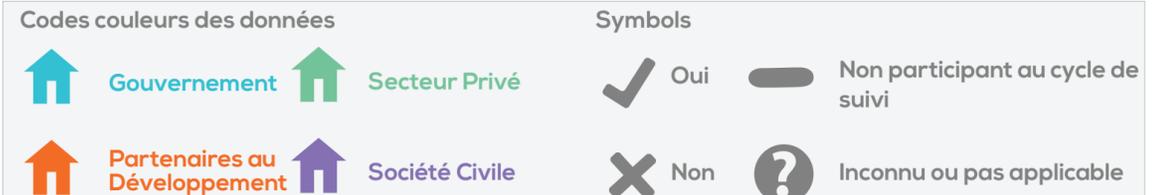


L'AIDE A LA SANTE S'INSCRIT DANS LE CADRE DES BUDGETS NATIONAUX



Données pour 3 PDs seulement (AFD, FM et OMS). A noter que l'inscription est très souvent faite à postériori de l'approbation du budget annuel par l'Assemblée Nationale.

LÉGENDE



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+

ihp+ results

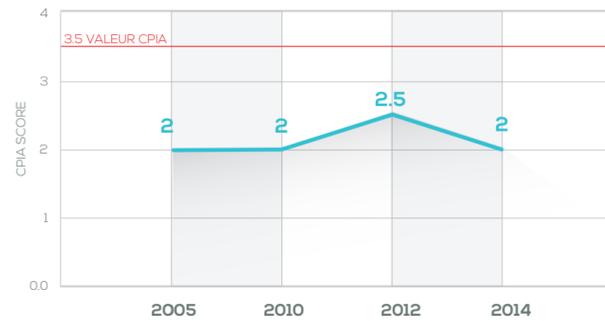
ENGAGEMENT

D'ETABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTEMES DU PAYS



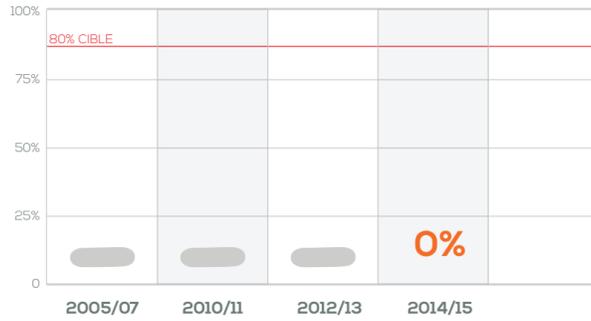
LES SYSTEMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP) SONT RENFORCES ET UTILISES

Les systèmes nationaux de GFP sont-ils de bonne qualité ?



Source : Banque Mondiale. Données CPIA

Pourcentage des fonds PD utilisant les systèmes GFP



40%

40% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système GFP et pour le renforcement des capacités

Une réflexion est en cours pour mettre en place un système de GFP avec l'appui de certains DPs. Actuellement, tous les DPs utilisent leur propre système de gestion parfois harmonisés au sein de regroupements d'agence.



LES SYSTEMES DE PASSATION DE MARCHES ET D'APPROVISIONNEMENT SONT RENFORCES ET UTILISES

Une stratégie nationale de passation de marchés et d'approvisionnement existe-t-elle ?



20%

20% des PD participants utilisent le système national de passation des marchés et d'approvisionnement

20%

20% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système national de passation des marchés et d'approvisionnement, ainsi que pour le renforcement des capacités.

La majorité des DPs qui effectuent des approvisionnements tant à l'échelle mondiale que régionale sont habitués à leur propre système d'approvisionnement qui leur apporte satisfaction.



L'ASSISTANCE TECHNIQUE EST COORDONNÉE ET LA COOPÉRATION SUD-SUD INTERVIENT POUR LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Un plan d'assistance technique national convenu est-il en place ?



0%

0% des PD participants fournissent de l'assistance technique alignée sur le plan national adopté.

Le MS bénéficie-t-il de la coopération Sud-Sud ?

PARFOIS

100%

100% des PD participants appuient la coopération Sud-Sud.

Chacun des PD fournit de l'assistance technique sur base d'un accord bilatéral avec le gouvernement.

ENGAGEMENT

D'ETABLIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU SECTEUR PRIVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE



ENGAGEMENT PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quel espace le gouvernement prévoit-il pour la participation efficace des OSC dans la politique, la planification et le suivi du secteur de la santé ? (Sources : le questionnaire qualitatif du gouvernement et l'enquête en ligne des OSC)

Le gouvernement consulte les OSC pour le développement, l'exécution et le suivi des politiques nationales de santé



23%

23% des OSC confirment qu'elles sont consultées

Le gouvernement fournit des ressources financières



15%

15% des OSC reçoivent des ressources financières

Le gouvernement fournit de la formation



8%

8% des OSC reçoivent de la formation

Dans quelle mesure la participation des OSC dans les processus de politique sanitaire nationale est-elle effectivement appuyée par les PD ? (Sources : le questionnaire qualitatif des PD et l'enquête en ligne des OSC)

80%

Les PD consultent les OSC pour le développement de leurs programmes de santé

80%

80% des OSC confirment qu'elles sont consultées

40%

Les PD fournissent des ressources financières

50%

50% des OSC reçoivent des ressources financières

20%

Les PD fournissent de l'assistance technique

40%

40% des OSC reçoivent de l'assistance technique



ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVE



Les pouvoirs publics estiment que le SP est de plus en plus sollicité dans les processus de politique de santé nationale



Les PTF indiquent quant à eux que de nombreux obstacles entravent la participation du SP à leurs programmes



Le peu d'information disponible concernant les activités des acteurs du SP est une limite (ne participent pas ou peu au SNIS)



Pas de cadre réglementaire bien défini pour le développement de partenariats public-privé

ihp+results

www.internationalhealthpartnership.net/comoros